

Le président assassiné

Christophe Decroix

L'Humanité, 22 octobre 1993

Une fraction de l'armée avait pris en otage Melchior Ndadaye et renversé le gouvernement de Bujumbura.

DES unités de l'armée burundaise ont attaqué, hier à l'aube, le bâtiment de la radio-télévision à Bujumbura. Elles se sont ensuite dirigées vers le palais présidentiel, dans la banlieue de la capitale. Les putschistes ont arrêté le président Melchior Ndadaye. La radio belge a annoncé, hier soir, son exécution. Plusieurs ministres ont subi le même sort.

Auparavant, dans un communiqué, l'ambassade du Burundi à Kigali (au Rwanda voisin) avait précisé que le président et trois ministres, dont celui des Relations extérieures, ont été « pris en otages ». Ils auraient été détenus dans le camp du 11^e bataillon de blindés, auteur du coup d'Etat avec les commandos de parachutistes. L'opération a été dirigée par le chef d'état-major général des forces armées, le colonel Jean Bikomagu, et l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza.

« Bujumbura est une ville morte, la radio n'a pas émis depuis ce matin, et on commence à remarquer des mouvements de manifestations de la population en faveur du président Ndadaye », avait indiqué dans l'après-midi le ministre burundais de la Communication. Il avait ajouté : « Les putschistes ont

tiré sur les manifestants », sans donner le bilan des victimes.

Porte-parole du gouvernement légal, il avait précisé que les ministres qui n'avaient pas été arrêtés avaient pu se réunir dans la capitale, condamnant l'action des militaires rebelles et réaffirmant leur soutien au président Ndadaye. « Je demande à la communauté internationale de soutenir le régime issu des élections et aux Nations unies d'appliquer les mesures les plus strictes contre les militaires », avait-il conclu. La France avait condamné le coup d'Etat militaire et avait apporté son soutien au président Ndadaye, élu « à l'issue d'un processus électoral exemplaire ». Le Quai d'Orsay avait appelé « au retour de la légalité dans le calme », faute de quoi « son effort important de coopération » ne saurait être maintenu.

Le président Ndadaye était le premier membre de l'ethnie majoritaire des Hutus à avoir pris la tête de ce pays de plus de 5 millions d'habitants. Suite à la nouvelle Constitution instituant le multipartisme, adoptée par référendum en mars 1992, il avait été élu lors de la première élection présidentielle pluraliste le 1^{er} juin dernier. Après la victoire de son parti, le Front pour la démocratie au Burundi, aux élections législatives du 29 juin (65 sièges sur 81), il avait formé un gou-

vernement comprenant des Tutsis, qui représentent moins de 15 % de la population. Après le scrutin de juin, certains éléments des forces armées, mécontents de la victoire de Ndadaye et son parti, avaient tenté d'organiser un putsch, mais avaient renoncé faute de soutiens.

Pierre Buboya, un Tutsi qui renversa en 1987 Jean-Baptiste Bagaza en place depuis onze ans, risque un début de partage du pouvoir en 1988 entre les ethnies. Fait unique depuis l'indépendance de ce pays, ancien protectorat allemand passé sous administration belge après 1919, et où la France tient, aujourd'hui, le premier rôle. Il échoue : des combats entre les deux ethnies font au moins 5.000 morts tandis que des milliers d'autres fuient à l'étranger.

Le Burundi, dont l'agriculture occupe 80 % de la population, est vic-

time d'un pillage en règle de la part des pays occidentaux et des multinationales. Les exportations de café représentent 89 % des recettes d'exportations du pays. Or, le cours du café (fixé à Londres et New York) est en chute libre sous la pression des grands groupes agroalimentaires. Les revenus s'amenuisent et ne permettent pas une croissance de l'économie. Depuis plus de cinq ans, l'austérité imposée par le Fonds monétaire international ravage le tissu social du pays. A cela s'ajoute le fléau du SIDA : selon certaines sources, 30 % à 40 % de la population serait séropositive.

Un terreau fertile pour des hommes avides de pouvoir et qui encouragent les conflits interethniques pour arriver à leurs fins.

CHRISTOPHE DECROIX.